



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 14 avril 2026 portant mise en demeure à la société CERNAY ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions relatives aux analyses de substances per et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

Vu l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-344-5 du 10 décembre 2010 portant autorisation à la société Cernay Environnement d'exploiter une plate forme de valorisation de déchets, dont l'article 1.2.1 liste les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE et notamment, la rubrique 2791 soumise au régime de l'autorisation,

Vu le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection du 26 février 2026,

Considérant que l'exploitant est concerné, de par ses activités de traitement de déchets non dangereux, par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susmentionné,

Considérant que l'exploitant doit réaliser des analyses des PFAS et AOF sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation,

Considérant que l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 impose la réalisation chaque mois, sur trois mois consécutifs, d'une campagne d'analyses des substances PFAS et la transmission

des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté du 28 avril 2014,

Considérant l'exploitant n'a pas réalisé les analyses sur trois mois consécutifs (mars et mai 2024, puis février 2026),

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Cernay Environnement à Cernay (68700) (siège social), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées 35 rue de l'Europe à Cernay, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions, de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 reprises ci-après :

« *L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.* ».

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société RMB.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet, secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE